



# MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Madame Florence Parly,  
ministre des Armées**

*Comité exécutif du ministère des Armées consacré au contre-  
terrorisme*

**Base aérienne 123 d'Orléans-Bricy, le 1<sup>er</sup> février 2021**

*– Seul le prononcé fait foi –*

Mesdames et messieurs,

Merci beaucoup de votre présence ici aujourd'hui. Nous sortons à l'instant même du comité exécutif de contre-terrorisme avec tous les acteurs de la lutte contre le terrorisme du ministère des Armées. Avec le chef d'état-major des Armées et le directeur général de la sécurité extérieure, nous souhaitons prendre quelques instants avec vous pour dresser le bilan de la menace et des dernières évolutions que nous avons constatées ; pour rappeler tout le spectre de l'action antiterroriste du ministère que je dirige pour y faire face, au sein de l'ensemble plus large de l'action de l'Etat. Enfin, pour rappeler que ce combat contre le terrorisme n'est pas seulement le combat de la France, mais celui de l'Europe, de ses alliés et de ses partenaires.

La dernière fois que nous avons réuni les principaux acteurs du ministère des Armées pour superviser notre politique ministérielle en matière de contre-terrorisme, c'était il y a un peu plus d'un an à Paris. **Alors, pour commencer avec quelques observations, que s'est-il passé depuis un an ?**

**A Villejuif, à Conflans, à Nice, le terrorisme nous a, à nouveau, frappés sur notre sol.** Des actes qui continuent de puiser leur inspiration dans les discours et l'idéologie mortifère de Daech ou d'Al-Qaïda. Plus diffus, moins organisés que ceux que nous avons pu connaître ces dernières années et donc plus difficiles à détecter.

**Là où le terrorisme islamiste prend sa source, au Levant et au Sahel, nous avons emporté de francs succès avec nos partenaires.** Le 3 juin dernier, au Mali, les forces françaises ont éliminé celui qu'on appelait l'émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, le chef le plus important d'Al-Qaïda au Sahel, l'organisation qui était à l'origine des attentats de Grand Bassam et de Ouagadougou. Le 10 novembre dernier, c'est le chef militaire d'une franchise d'Al-Qaïda au Sahel que nous avons tué. S'en prendre aux hiérarques des groupes terroristes, c'est fragiliser toute l'organisation et sa capacité de nuire.

**Ma troisième observation concerne l'implication de nos partenaires européens.** Depuis un an et demi, les Européens ont pleinement pris conscience des enjeux liées à l'expansion des groupes terroristes en Afrique, et de la menace de voir une base-arrière se créer au Sahel, comme nous avons pu le connaître au Levant. Aujourd'hui au Sahel, il y a toujours 5 100 Français, comme vous le savez ; mais, et c'est moins connu, il y a aussi près de 2 500 Européens.

**Dans le même temps, que ce soit au Levant ou au Sahel, les forces armées locales que nous formons et que nous accompagnons au combat poursuivent, et je dirais même accélèrent, leur montée en puissance.** Elles ont acquis un capital d'expérience considérable au cours de cette dernière année, au contact direct de l'ennemi.

**Et nous le savons, cet ennemi est là pour durer, car il se pense lui-même dans la durée.** Au Levant, nous sommes témoins de résurgences inquiétantes. L'attentat qui a frappé Bagdad avec force il y a une semaine en est un triste signal. Depuis plus d'un an, nous observons une forme de mue du terrorisme. Acculé, l'ennemi se transforme, change ses méthodes, ses moyens d'actions, et les lieux où il agit : je parle du terrain, mais je veux aussi parler des champs de bataille immatériels. Dans le domaine du cyber et de la manipulation de l'information, les groupes terroristes montent en gamme et s'adaptent.

Pour faire face, le ministère des Armées a investi le champ de la lutte contre le terrorisme, dans toutes ses dimensions, sur tous les théâtres d'affrontement. Notre organisation se réforme en permanence pour s'adapter à cet ennemi diffus, agile, inventif.

Ces dernières semaines, deux événements d'importance qui sont intervenus nous incitent à réfléchir à nos objectifs et aux moyens que nous consacrons au contre-terrorisme : les orientations du Président de la République au sujet de l'ajustement de l'opération Barkhane, dont nous discuterons avec nos partenaires à N'Djamena dans quelques semaines ;

Et le changement d'administration à Washington, qui, sans rebattre les cartes, pourrait provoquer quelques inflexions en Afghanistan, en Afrique et au Moyen-Orient.

**Je voudrais donc maintenant partager avec vous quelques pistes de notre stratégie de contre-terrorisme.**

**Face à une menace terroriste globale, notre lutte doit être totale.** Les attentats sur notre sol qui frappent lâchement des dessinateurs, des vacanciers, des prêtres ou encore des professeurs sont les conséquences d'un mal plus profond qui trouve ses racines au cœur des idéologies de mort véhiculées par Daech et Al-Qaïda. Deux organisations terroristes qui ont montré de quoi elles étaient capables depuis vingt ans : des attentats internationaux, aux Etats-Unis, sur notre sol, en Europe, des attentats qui avaient été pensés et préparés à des milliers de kilomètres de nos frontières, des territoires militarisés où ils imposaient leurs lois et leur terreur.

La chute de Baghouz, dernier bastion de Daech, a fait place au djihad 3.0 : un combat en réseau, clandestin, sans territoire, imprévisible.

Ce combat a un coût. Et je veux ici à nouveau saluer la mémoire des hommes et des femmes qui sont allés au bout de leur engagement pour défendre nos valeurs et préserver les Français de ce péril.

Contre le terrorisme, nous avons engagé un combat intégral, et le directeur général de la sécurité extérieure ainsi que le chef d'état-major des armées vous l'expliqueront en détail dans quelques instants. C'est un combat auquel nous allouons des moyens importants : grâce à la loi de programmation militaire en cours, 4 MRTT, un système Reaper et 3 A-400M supplémentaires auront été livrés en 2020 et 2021. Il s'agit d'un effort considérable qui contribue directement à la lutte contre les groupes terroristes.

C'est un combat intégral sur le champ de bataille physique, mais aussi dans les nouveaux champs de conflictualité que j'évoquais, le cyber et la lutte informationnelle.

Car lutter contre le terrorisme, ce n'est pas seulement d'engager le combat à la source, de détecter et déjouer les attaques, ainsi que créer de l'espace pour l'action politique. Cela implique aussi, ici, en France et en Europe, de se protéger des guerres d'influence et de désinformation auprès des populations, qui joue avec les perceptions par des conflits d'images, de la manipulation de faits et d'idées, savamment orchestrées sur les réseaux sociaux. Dans ce cadre, la coordination avec le ministère de l'Intérieur est essentielle.

**Face à ces défis tenaces, le domaine de la lutte anti-terroriste s'est structuré dans notre pays comme chez nos alliés. Depuis 2019, nous avons une doctrine nationale de lutte contre le terrorisme.**

Parce que l'objectif est avant tout de protéger nos compatriotes, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a été désignée chef de file de la lutte anti-terroriste. Pour le ministère des Armées, la DGSE anime la fonction de lutte contre-terroriste visant nos compatriotes et nos intérêts à l'étranger. Sous le commandement du CEMA, appuyées en particulier par la direction du renseignement militaire (DRM), les armées conduisent les opérations militaires de contre-terrorisme. Le commandement des opérations spéciales (COS) en est le fer de lance.

La coordination et les échanges constituent évidemment un enjeu clé. C'est notamment pourquoi nous avons créé un état-major permanent et des cellules *ad hoc* où sont représentés tous nos services, DGSE, DRM et DRSD. C'est bien cette coordination qui nous permet de suivre en particulier les cibles qui évoluent entre notre territoire et les différents foyers terroristes, comme la zone syro-irakienne ou l'Afghanistan par exemple.

A l'étranger précisément, l'ensemble de nos capacités sont mobilisées dans ce combat : nos trois services de renseignement d'abord, mais aussi nos armées. Cet écosystème suppose aussi une coordination étroite interne qui s'opère sur les théâtres au sein de comités de coordination locaux, mais aussi à l'échelon central dans diverses structures de partage. Sans ce haut degré d'intégration, nous serions bien incapables de mettre hors d'état de nuire les chefs terroristes que nous traquons au Sahel.

**Ce combat contre le terrorisme, nous savons qu'il ne peut être victorieux que s'il est conduit en coopération. Nous le menons d'abord avec nos alliés historiques, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, au Levant comme au Sahel.** Le sujet du contre-terrorisme restera au cœur des échanges que nous entretiendrons avec la nouvelle administration américaine.

Nous menons également ce combat avec des partenaires locaux car notre but n'est pas de devenir les sous-traitants d'Etats qui ne s'investiraient pas dans leur défense. Ces partenaires montent progressivement en puissance grâce à notre action, en particulier aux côtés d'unités anti-terroristes.

Enfin nous menons ce combat avec les alliés européens qui ont choisi de nous rejoindre. La force Takuba, qui a récemment connu son baptême du feu face aux groupes terroristes en est l'exemple le plus visible. Mais nos alliés européens sont également à nos côtés au sein de la force Barkhane et de notre dispositif de coopération sous-régional. Au-delà du Sahel, je voudrais enfin souligner la détermination et l'engagement à nos côtés de partenaires dont nous parlons moins comme les Jordaniens ou les Emiriens.

A l'évidence le terrorisme est la menace la plus meurtrière à laquelle nous faisons aujourd'hui face : 20 attaques abouties qui ont causé la mort de 265 personnes et fait des centaines de blessés sur notre sol depuis janvier 2015, mais aussi 51 des nôtres tombés pour la France à Serval et Barkhane.

L'enjeu pour notre défense est donc bien d'entretenir et de densifier ce combat contre le terrorisme sans pour autant négliger ceux qui se dévoilent déjà, notamment autour des crises de prolifération ou du retour de la compétition stratégique entre puissances.

Je vous remercie et je vais céder la parole au directeur général de la sécurité extérieure.